

HAGONDANGE



COMMUNE DE HAGONDANGE

**Place Jean BURGER
57300 HAGONDANGE**

☎ 03.87.71.50.10 - 📠 03.87.72.18.36

REQUALIFICATION DE LA RUE ALFRED SISLEY A HAGONDANGE

- DCE -

REGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1. ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DU MARCHÉ	3
2.2. MAITRISE D'OEUVRE	3
2.3. DECOMPOSITION EN LOTS.....	3
2.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	3
2.5. CONTRÔLE TECHNIQUE	4
2.6. COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	4
2.7. DÉLAI D'EXÉCUTION	4
2.8. MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
2.9. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
2.10. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	4
2.11. AVANCES ET VARIANTES.....	5
2.12. RETENUE DE GARANTIE.....	5
ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES	5
ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES	8
ARTICLE 5 - GROUPEMENT D'ENTREPRISES.....	9
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES.....	9
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	10

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne les travaux de requalification de la Rue Alfred SISLEY à HAGONDANGE.

Les travaux sont composés de la manière suivante :

Travaux de réseaux :

- Enfouissement du réseau B.T. (320ml),
- Enfouissement du réseau F.T. (260ml),
- Enfouissement du réseau T.V. (160ml),
- Enfouissement du réseau d'éclairage public (250ml),
- Reprise de 5 branchements individuels (B.T., F.T., T.V.),
- Fourniture et pose de 5 candélabres,

Travaux de voirie :

- Réfection de voirie (650m²),
- Pose de bordures (120ml),
- Création d'une tranchée drainante pour les eaux de ruissellement (85ml).

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Etendue de la consultation et mode du marché

Le présent marché à procédure adaptée est soumis aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics (CMP).

2.2. Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée par le bureau d'études :

BeA Groupe Pingat
2 rue des Compagnons – ZAC SEBASTOPOL – 57070 METZ
Tél. : 03.87.30.79.43

2.3. Décomposition en lots

Néant

2.4. Décomposition en tranches

Néant.

2.5. Contrôle technique

Les ouvrages à réaliser ne sont pas soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

2.6. Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

ICL

2 Centre d'Affaires la Tannerie
57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ

2.7. Délai d'exécution

Les délais maximums d'exécution sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

L'Entrepreneur prévoira un nombre d'équipe suffisant pour mener à bien l'ensemble des travaux dans les délais impartis.

Le calendrier prévisionnel prévoit un démarrage des travaux **en Juin 2016**.

2.8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.10. Modalités de règlement

Le mode de règlement est le mandat administratif. Le paiement sera effectué, à compter de la réception des factures, dans un délai maximum mentionné à l'article 98 du Code des marchés publics.

2.11. Avances et variantes

Concernant les avances, il est fait application de l'article 87 du Code des marchés publics.

Le candidat est autorisé à présenter des variantes, sur les points suivants :

- variante favorisant l'utilisation de matériaux recyclés ;
- variante présentant des procédés permettant de limiter autant que possible la consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre (par exemple une solution technique agréée permettant d'abaisser la température de répandage des enrobés).

Ces variantes seront accompagnées des documents techniques nécessaires à l'appréciation de leur intérêt et de leur efficacité.

Dans tous les cas, le candidat répondra OBLIGATOIREMENT à l'offre de base.

2.12. Retenue de garantie

Par dérogation à l'article 4-2 du C.C.A.G., une retenue de garantie de 5% du montant du marché est exercée sur les acomptes.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie, ou cette caution, doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats intéressés auront la possibilité de se procurer le dossier de consultation chez le reprographe (support papier à titre onéreux) :

ECRITECH
5 rue Dreyfus Dupont – ZI les Deux Fontaines
57000 METZ
Tél. : 03.87.31.42.03

Téléchargement sur le site www.depoz.fr.

Ou sur le site internet de la ville de Hagondange : www.ville-hagondange.fr (rubrique marchés publics).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet rédigé en langue française et qui comprendra toutes les pièces suivantes, datées et signées par lui. Les offres seront exprimées en euros.

Les plis remis par le candidat doivent comprendre :

- Une **lettre de candidature** et habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC4 préconisé),
- Une « **déclaration du candidat** » volet 1 et 2 comportant les déclarations sur l'honneur visées par l'article 45 du Nouveau Code des Marchés Publics (formulaire DC 5 préconisé),
- **Les certificats attestant de la régularité de la situation fiscale et sociale** du candidat, état annuel des certificats reçus (formulaire DC 7 préconisé)
- Copie du ou des jugements si l'entreprise est en redressement judiciaire,
- **Les déclarations sur l'honneur que le candidat** n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail d'une part, et que l'entrepreneur est en situation régulière aux regards des articles L143-3, L143-5, L620-3 et R324-4 relatifs à la lutte contre le travail clandestin d'autre part,
- Les **attestations d'assurance** « Responsabilité civile » et « Décennale » en cours de validité pour les travaux à réaliser,
- Les **certificats de qualification professionnelle et références** du mandataire et de ses cotraitants pour des travaux de même nature et de même importance.
- Indication des moyens techniques de l'entreprise ou du groupement
- Pour les entreprises créées postérieurement au 1er janvier de l'année de lancement du marché présent, le récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises se substituera aux attestations fiscales et sociales demandées ci-dessus.
- pour les candidats employant plus de 20 salariés, les certificats sur l'honneur permettant d'attester la régularité de leur situation vis-à-vis de l'obligation définie à l'article L. 323.1 du Code du travail, dans la rédaction issue de la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour «l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées»
- pour tout candidat d'un état membre de l'Union Européenne (France exceptée) : certificat concernant les impôts, taxes et cotisations sociales des administrations et organismes du pays ou en cas d'impossibilité attestation sur l'honneur du candidat,
- pour tout candidat d'un pays tiers : certificat concernant les impôts, taxes et cotisations sociales des administrations et organismes du pays ou en cas d'impossibilité, une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays.

Nota 1 : Ne pas omettre la mention manuscrite suivante sur les photocopies : « je soussigné..., atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original ». Date et signature.

Nota 2 : L'ensemble des membres du groupement d'entreprises devra produire les éléments demandés ci-dessus (à l'exception de la lettre de candidature).

➤ ***un projet de marché :***

- **L'acte d'engagement (AE)** : cadre ci-joint à compléter et signer
 - ✧ L'AE sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché (cf. annexe à l'AE en cas de sous-traitance).
 - ✧ Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer, le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification et à signer.
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification et à signer.
- Le **bordereau des prix unitaires** : cadre ci-joint à compléter et signer.
- Le **devis quantitatif – estimatif** à compléter entièrement y compris les quantités nulles et pour mémoire, et à signer.
- **Un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)** présentant les quantités estimées et la nature des matériaux, les filières de valorisation ou d'élimination prévues
- **Un mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur propose pour l'exécution des travaux.**
Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur, et en particulier :
 - a. Des indications concernant les moyens humains et matériels qui seront utilisés pour le chantier
 - b. Un programme d'exécution des travaux indiquant la durée prévisionnelle de chaque phase du chantier y compris la période de préparation. Le marché sera notifié à l'entreprise en mai 2015.
 - c. Une présentation de la méthode constructive et les procédés d'exécution (note organisationnelle).

Ce document peut également comprendre :

- des plans d'ensemble et de détails explicitant les offres
- une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène du chantier.

En cas de discordance entre le détail estimatif, l'acte d'engagement (AE) et le bordereau des prix, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes au détail estimatif, l'entrepreneur, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier ce détail pour le mettre en harmonie avec les autres pièces ou pour le redresser.

En cas de refus, son offre sera éliminée étant considérée comme non cohérente.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 53 et 54 du Code des Marchés Publics.

Les critères d'appréciation de l'offre sont :

1. Le prix du marché (60 %)
2. La valeur technique de l'offre (40 %)

Le prix des prestations : 60%

Le candidat dont la proposition financière sera la moins élevée se verra affecter la note 60. Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante, afin d'obtenir une note sur 60 :

$$\frac{(\text{Montant de la proposition la moins élevée})^2}{(\text{Montant de la proposition du candidat})^2} \times 60$$

La valeur technique : 40% sur les prestations proposées

Celle-ci s'appréciera à partir du mémoire technique en fonction de :

- la qualité de l'organisation de chantier (organisation, moyens, hygiène et sécurité, plan qualité et contrôle interne)
- la pertinence et la qualité du planning prévisionnel et du phasage du chantier,
- la prise en compte du respect de l'environnement (respect et gestion des déchets)
- la qualité des matériaux proposés.

L'appréciation se fera au vu de l'ensemble des éléments remis selon l'appréciation qualitative suivante :

- 0 point** = pas d'information
- 1 point** = mauvais
- 2 points** = passable
- 3 points** = moyen
- 4 points** = bon
- 5 points** = très bon

Pour les candidats, la notation sera déterminée en fonction du total des 4 sous-critères, multiplié par 2 afin d'obtenir une note sur 40.

La note finale des candidats résultera de l'addition de la note prix et de la note valeur technique, le tout sur 100 points.

ARTICLE 5 - GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le groupement d'entreprises est autorisé avec mandataire solidaire.

Le mandataire, qui sera obligatoirement l'entreprise qui réalisera les travaux de réseaux, sera désigné dans l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises obligatoirement sous pli cacheté contenant les documents indiqués à l'article 3.

Ce pli, sans indication d'expéditeur, portera en haut et à gauche les mentions suivantes :

**Commune de HAGONDANGE
Marché à procédure adaptée - Travaux de requalification
de la Rue Alfred SISLEY à HAGONDANGE**

Les plis contenant les offres devront être transmis avant la date limite de remise des offres, le **lundi 9 MAI 2016 à 12 H 00** par courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'apprécier avec exactitude la date de remise de l'offre à l'adresse ci-dessous.

**Monsieur le Maire de HAGONDANGE
Place Jean Burger
BP 80142
57304 HAGONDANGE**

Les offres pourront être également transmises de manière dématérialisée sur la plateforme sécurisée du site : www.depoz.fr

Les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion des bordereau de prix qui doivent être retournés en format XLS.

Il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus connus.

Les documents devant être signés doivent, s'ils sont remis sous forme électronique, être signés à l'aide d'un Certificat de Signature Électronique de classe 2 ou 3.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir par écrit, au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de remise des offres, une **demande écrite** (télécopie ou courrier) à :

Pour les renseignements d'ordre administratif :

Ville de HAGONDANGE
Place Jean Burger
BP 80142
57304 HAGONDANGE
M. KALECHE – Tél. : 03.87.71.50.10

Pour les renseignements d'ordre technique :

BeA Groupe Pingat
2, rue des Compagnons
57070 METZ
M. DUNANT – Tél. : 03.87.30.79.43

Une réponse écrite sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation.